les plus graves de la crise du pétrole. Les engrais et les pesticides, si nécessaires au succès de la "révolution verte", sont des produits à grande utilisation d'énergie et il y a déjà une pénurie d'engrais croissante.

Depuis quelque temps la production d'engrais ne suffit pas à répondre à la demande et la capacité de production n'a pas été accrue à un rythme satisfaisant. Cette insuffisance, qui s'ajoute à la demande croissante de produits et de denrées alimentaires, signifie que les céréales alimentaires continueront presque certainement de manquer, et que les pays en voie de développement devront payer considérablement plus cher un certain nombre de leurs importations de produits de base indispensables. Citons quelques exemples à l'appui: le prix du blé a grandement augmenté au cours des deux dernières années, passant de \$86 la tonne métrique en 1972 à \$210 aujourd'hui, soit une augmentation de 146%. La graine de colza est passée de \$130 à \$300 la tonne. Les prix d'autres denrées et produits et ceux de services comme les transports sont également montés en flèche. Parmi les engrais, le prix de la potasse a augmenté de 71% en un an. Les prix du plomb et du zinc ont presque doublé au cours des 12 derniers mois et l'acier marchand s'est élevé à \$800 la tonne en regard de \$500 il y a un an.

Pour qu'apparaisse toute l'importance de ces hausses de prix, il faut tenir compte des quantités qui devront probablement être expédiées. Il y a quelques années, par exemple, nous avons expédié en Inde environ 600,000 tonnes de blé coûtant 40 millions de dollars. Un envoi analogue coûterait aujourd'hui 128 millions de dollars. Dans notre programme global d'aide alimentaire, le coût du ravitaillement pour la quantité d'aliments (environ 750,000 tonnes) fournie il y a deux ans a augmenté de 123% en passant de 81 millions de dollars pour 1972-1973 à 181 millions pour 1974-1975, et cela sans égard aux frais d'expédition, qui ont aussi augmenté de plus de 100% durant la même période.

Le Canada a déjà formellement déclaré qu'il s'opposait à toute réduction de l'aide. Lors de la Conférence de Washington sur l'énergie, en février, mes collègues et moi sommes même allés plus loin en jouant un rôle de premier plan en vue d'amener la Conférence à appuyer une déclaration publiée dans le communiqué officiel et voulant que l'on fasse des efforts vigoureux pour "maintenir et élargir le flux d'assistance au développement par la voie bilatérale et par l'entremise d'institutions multilatérales sur la base d'une solidarité internationale englobant tous les pays dotés des ressources appropriées".

Au Canada, le Gouvernement envisage plusieurs possibilités: